



NON A LA DÉRÈGLEMENTATION ET AU MÉPRIS.

Monsieur le Directeur régional,

Dérèglementation est le maître mot de la DRAAF depuis 2 ans.

Nous sommes sans doute « l'ancien monde » qui, comme le dit le ministre de l'éducation, ne comprend rien. Nous ne savons pas que nous allons être les gagnants de la réforme des retraites.

- Pour vous, il y a deux ans, nous ne savions pas que le CFA régional était la solution à la réforme de l'apprentissage. Nous ne comprenions pas que cette réforme voulue par l'État pour relancer l'apprentissage nécessitait la remise à plat des statuts des personnels.

Vous pratiquez la dérèglementation pour ensuite expliquer qu'il faut s'adapter.

- En mai dernier, vous décidez que la fusion d'Airion et de Ribécourt est la seule chance de survie des deux établissements. Là encore, d'après vous, un chef d'établissement réfléchi vous parle et la solution est là : fusion. Pourquoi utiliser les réflexions du PREA ou des projets d'établissements ? Vous savez.
- Depuis le début de l'année, mixité à tous les étages, vous avez une nouvelle solution, mélanger le public apprentissage et scolaire. Les rythmes sont différents, les élèves sont différents, parfois les options sont différentes, mais, d'après vous, ne sommes-nous pas des innovateurs pédagogiques capables de régler ces « petits problèmes » ?

A chaque fois, vous décidez en petit comité de l'avenir de notre travail. Vous ne tenez jamais compte de l'avis de ceux qui sont face aux élèves, étudiants, apprentis. En bon soldat du gouvernement, vous nous expliquez que nous ne comprenons pas que c'est la bonne solution et que de toute façon il n'y a pas d'autres choix.

Bilan, dans chaque établissement, des tensions naissent dans les équipes :

- **Différence de salaires et de travail pour le CFA régional ;**
- **Aucun accompagnement dans les nombreuses réformes ;**
- **Stigmatisation des positions dans la fusion.**

Le seul résultat de vos choix est le mal-être au quotidien au travail.

Pire, sur cette même durée, nous vous avons fait remonter de nombreux dossiers de harcèlements, de pressions au travail. Ils étaient souvent le fait de personnels de direction qui agissaient ou couvraient des personnels. Votre réactivité, dans ces différents cas, a été beaucoup moins rapide. Par contre, vous avez longtemps espéré que nous allions vous aider à empêcher les établissements d'exploser...

Dernièrement, vos efforts pour empêcher la tenue d'un CHS CT REA extraordinaire laissent peu de doutes sur votre écoute du mal être des personnels.

Vous êtes plus prompte à passer vos projets qu'à réagir quand une direction se comporte mal :

- Menaces ;
- Emploi du temps ;
- Abus de pouvoir ;
- Non-paiement d'heures supplémentaires ;
- Délibérations de CA illégales ;
- ...

Vous ne jouez même plus votre rôle d'instance de contrôle.

Que dire d'ailleurs de la convocation du dernier CREA avec des listes des représentants des personnels publics qui n'étaient même pas à jour. Là aussi c'est une indication de votre implication dans le dialogue social.

Nous ne sommes pas dupes, vous appliquez exactement la note de service qui cadre les rentrées 2019,2020 et 2021 avec son cortège de postes, d'heures et donc de formations par voie scolaire à rendre.

Nous ne sommes pas des supplétifs de la DRAAF qu'elle utiliserait quand bon lui semble.

Nous ne sommes pas des enfants qui ne comprennent pas quand les grands leur expliquent.

Nous n'avons plus aucune confiance dans une autorité qui depuis deux ans tente, par tous les moyens, de nous manipuler.

Nous vous avons déjà fait part de ce ras le bol il y a deux ans (CFA régional), l'an dernier (fusion) et en début d'année, avec la mixité imposée. Maintenant, trop c'est trop !

- Le CFA régional a perdu son directeur au bout de 6 mois !
- La fusion est expliquée à tous lors d'un CA alors qu'il devait y avoir une réflexion de chaque établissement sur LES projets d'établissements !
- La mixité est présentée comme une solution locale et originale dans la moitié des établissements des Hauts de France !

Nous n'acceptons plus votre mépris et nous utiliserons tous les moyens possibles pour lutter contre votre politique de destruction de l'enseignement agricole public des Hauts de France sous prétexte de sa survie.

Vous présentez, lors des instances nationales, le dialogue social des Hauts de France comme exemplaire alors qu'il n'y en a pas !

Vous concertez quand on vous y oblige mais vous n'écoutez pas.

Nos organisations syndicales condamnent votre objectif de réduction de moyens et de dégradations des conditions d'apprentissage.

Nous n'avons plus confiance en vous nous boycottons donc ce CREA et nous réservons le droit de réaliser toutes les actions en notre pouvoir pour lutter contre votre politique de déréglementations, de mépris des personnels et de leurs représentants.